Rapport annuel 2020-2021

FIÈRE D'ÊTRE ENGAGÉE.

EN BREF

La période du 1er avril 2020 au 31 mars 2021 couverte par le présent rapport annuel a évidemment été marquée par la pandémie de COVID-19 qui a profondément bouleversé notre monde. À la pandémie se sont ajoutées une détérioration du contexte sécuritaire et une réduction de l'espace démocratique dans à peu près tous nos pays d'intervention. Mais rien de tout cela ne nous a arrêtés !

Avocats sans frontières Canada (ASFC) étant déjà bien « localisée », avec de formidables équipes et partenaires situés directement sur le terrain, le travail a pu se poursuivre dans les pays où l'organisation est présente. Nos partenaires partout dans le monde se sont retroussés les manches, ont fait preuve de courage et de résilience, se sont adaptés et ont continué à accompagner les personnes en situation de vulnérabilité afin qu'elles puissent exercer leurs droits et changer leur situation pour le mieux.

Nous avons été à l'écoute, nous avons fait preuve de flexibilité et d'imagination, nous nous sommes réinventés et avons travaillé très dur. Des nouvelles façons de faire ont été développées, notamment en misant sur les technologies de l'information. Comme plusieurs d'entre vous, nous avons adopté le télétravail à grande échelle et apprit à créer de la cohésion entre nos équipes dans le monde malgré la distance physique. Notre empreinte environnementale est réduite, et certaines activités ne nécessitent plus de déplacements maintenant que le mode virtuel fait partie de notre quotidien. Bref : nous sommes passés à travers la tempête en demeurant sans frontières malgré la fermeture des frontières.

Nous en ressortons même grandis. Nous avons en effet transformé l'épreuve en une opportunité. Tout en conservant nos valeurs et nos principes d'action, nous avons renforcé nos programmes, notre méthodologie, nos politiques et notre organisation. Le bilan ? Malgré l'adversité, nous sommes heureux de vous rapporter cette année encore des résultats exceptionnels en faveur de la justice, des droits humains et du développement.

Au Mali, la Commission vérité, justice et réconciliation (CVJR), soutenue principalement par ASFC, a contribué à la paix par l'établissement de la vérité sur les conflits et autres épisodes de violence armée au Mali et en permettant aux victimes – notamment les femmes – de participer activement au processus de justice transitionnelle. Malgré la pandémie, malgré le terrorisme et malgré les coups d'État, la CVJR a tenu des audiences publiques, a reçu plus de 7 000 dépositions et témoignages et a sensibilisé plus de 5 000 personnes. Ce sont autant de contributions à la stabilisation et à la sécurité dans ce pays, en Afrique et dans le monde.

En Colombie aussi ASFC a continué à appuyer le processus de paix et de réconciliation, même si les vents ont été peu favorables avec un contexte politique et sanitaire trouble. Grâce à une méthodologie développée avec les organisations de la société civile, ASFC a permis à des centaines de femmes de participer à la justice transitionnelle et à en influencer le cours.

Des avancées importantes également sur le front de la répression pénale de la traite de personnes en Amérique centrale, avec l'appui d'ASFC à la reprise des activités des tribunaux spécialisés en la matière au Guatemala, la formation des procureurs anti-traite de personnes, le renforcement de la coopération interinstitutionnelle et la participation directe des victimes à l'exercice de leurs droits.

Des victoires spectaculaires auxquelles ASFC a participé auprès de ses partenaires devant les tribunaux nationaux ou les instances internationales sont à saluer. C'est notamment le cas en matière de droits sexuels et reproductifs, de violences basées sur le genre et de discrimination. L'affaire Vicky Hernandez, personne trans assassinée en 2009 au Honduras, a été portée avec succès devant la Cour interaméricaine des droits de l'homme et constitue une avancée pour la communauté LGBTI à l'échelle internationale. À Cobán, au Guatemala, les audiences dans le cas des filles victimes de violences sexuelles dans le système scolaire ébranlent tout le pays et génèrent d'importants changements dans les politiques et normes pour prévenir ces graves abus. Au Mali, un recours pour mettre un terme à la pratique de « l'esclavage par ascendance » (une personne est considérée comme esclave parce que ses ancêtres ont été esclaves) a forcé l'État à agir notamment pour réformer le code pénal. En Haïti, des femmes victimes de viol alors qu'elles étaient détenues dans une prison des Gonaïves ont obtenu leur libération.

En Haïti également, les représentants des victimes de l'épidémie de choléra ont, après 10 ans d'attente, enfin pu s'adresser directement à l'ONU grâce aux bons offices d'ASFC. L'épidémie ayant été causée par les forces de l'ONU en Haïti, ce dialogue est une condition essentielle à la réparation des torts subis par les victimes.

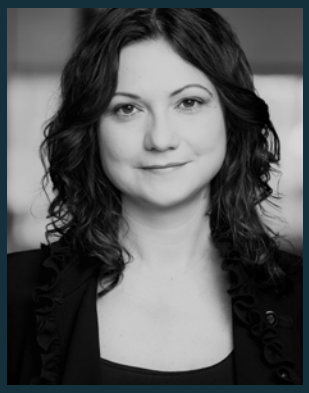
La lutte à la corruption s'est intensifiée notamment en Haïti et au Honduras, où les pratiques de corruption sont débusquées et dénoncées par des organisations soutenues par ASFC.

Dans tous les pays d'intervention, ASFC a favorisé de profonds changements dans l'exercice du droit à travers la formation d'une nouvelle génération de juristes engagés envers les droits humains grâce au programme de stages d'ASFC et des cabinets d'avocats partenaires.

Sur le plan financier, nous avons été prudents en coupant substantiellement, dès le mois de mars 2020, le budget qui avait été préparé juste avant la pandémie. Cette stratégie a porté fruit : nous terminons l'exercice en respectant ce budget révisé, en baisse modérée de 14 % par rapport à l'année précédente. ASFC est donc bien positionnée pour reprendre une saine croissance, déjà prévue dans le budget 2021-22. Les premiers mois de l'année 2021 ont déjà pointé dans cette direction, alors que nous avons signé des contrats pour 12 nouveaux projets d'une valeur totale dépassant les 45 M $ sur plusieurs années.

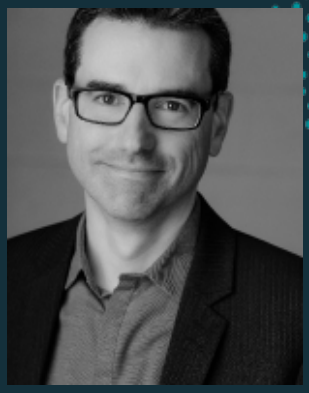
Le nouveau plan stratégique 2021-24, adopté au terme d'un processus hautement participatif avec toute l'équipe internationale d'ASFC, compte bien miser sur cet élan afin de consolider la position d'ASFC comme actrice incontournable en matière d'autonomisation par le droit au Canada et dans le monde. Nous le ferons en continuant à utiliser le droit et les mécanismes judiciaires comme instruments de changement pour renforcer des services juridiques de qualité et livrer des résultats concrets en faveur des personnes en situation de vulnérabilité.

Merci à nos partenaires, sur le terrain comme au Canada, et à toutes celles et tous ceux qui nous aident et nous accompagnent dans cette mission !



Delia Cristea

Présidente du conseil d'administration



Pascal Paradis

Directeur général

ASFC EN CHIFFRES

DU 1ER AVRIL 2020 AU 31 MARS 2021

18
projets de coopération internationale

+8700
victimes accompagnées,
notamment grâce aux services d'aide juridique et d'assistance judiciaire directs ou soutenus par nos partenaires

+100
dossiers emblématiques
de violations des droits humains portés devant les tribunaux et instances internationales

109
employé.e.s et stagiaires et 23 volontaires déployé.e.s
à l'échelle nationale et internationale, dont 91 femmes et 41 hommes

7
bureaux dans le monde
(Bamako, Bogotá, Ciudad de Guatemala, Québec, Port-au-Prince, San Salvador et Tegucigalpa) et 4 antennes régionales (Medellín, Bucaramanga et Pasto en Colombie, et Montréal)

+15 000
personnes en situation de vulnérabilité,
dont des défenseur.e.s des droits humains, bénéficiant directement de nos activités ou de celles organisées par nos partenaires

8
pays d'intervention
(Colombie, Guatemala, Haïti, Honduras, Mali, Bénin, Burkina Faso, Salvador)

23
nationalités représentées au sein de l'équipe
(américaine, argentine, autrichienne, béninoise, bolivienne, belge, canadienne, camerounaise, colombienne, équatorienne, espagnole, française, guatémaltèque, guinéenne, haïtienne, hondurienne, malienne, mexicaine, péruvienne, salvadorienne, serbe, suisse et vénézuélienne)

ASFC DANS LE MONDE

COLOMBIE

Projets

- Justice transitionnelle pour les femmes - Affaires mondiales Canada, Programme pour la stabilisation et les opérations de paix (PSOP)
- Renforcement de l'accès à la justice des femmes démobilisées en Colombie, programme clôturé en août 2020 - Ministère des Relations internationales de la Francophonie, Programme québécois de développement international (PQDI)

Lutte contre l'impunité

Le suivi du procès de l'ancien président **Álvaro** Uribe, soupçonné de corruption, a été assuré par une coalition d'ONG internationales menée par ASFC. Ce dossier emblématique étant l'un des plus importants dans l'histoire récente du pays, nos communications et l'explication des enjeux, notamment à travers le compte Twitter de la coalition internationale, ont permis d'élever le profil du dossier et de favoriser la transparence du processus judiciaire et son appropriation par un large public, incluant près de 17 000 abonné.e.s.

Renforcement de l'accès à la justice

Un mineur victime de violences sexuelles et sa famille bénéficient de mesures de protection accordées par la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) dans un dossier emblématique mené par Corporación Justicia y Dignidad avec l'appui d'ASFC.

Des femmes de régions éloignées sont informées et sensibilisées sur leurs droits en temps de pandémie et sur les ressources mises à leur disposition pour les exercer, au moyen de fiches distribuées sur une application mobile largement utilisée. Cette méthode innovante a suscité l'intérêt des services de police spécialisés en affaires familiales, qui utilisent maintenant ces fiches dans leur travail auprès des femmes en situation de vulnérabilité.

L'accès à la justice de cinquante femmes démobilisées a pu être garanti grâce aux actions juridiques et au plaidoyer menés par ASFC et ses partenaires, ainsi qu'aux relations établies avec les institutions.

Trente responsables d'institutions juridiques sont sensibilisés et modifient leurs stratégies au profit d'une approche basée sur le genre dans l'objectif d'offrir des services mieux adaptés aux femmes, de bâtir des liens et un dialogue direct avec elles et de garantir leur participation effective aux mécanismes de justice transitionnelle.

Fortes du processus mené avec ASFC, les femmes démobilisées prennent en main leurs démarches pour participer au processus de paix et à la vie publique, démontrant ainsi une confiance envers la justice et les institutions qu'elles n'avaient pas au départ.

Lutte contre les violences basées sur le genre

Des cas emblématiques de violences basées sur le genre commises dans le cadre du conflit armé contre la population LGTBI, documentés auprès de 72 personnes, sont portés devant la Juridiction spéciale pour la paix (JSP) par la présentation du rapport « Lo que perdimos » de notre partenaire Caribe Afirmativo. La présentation de ce rapport permet pour la première fois à la JSP de prendre en compte les violences perpétrées contre la population LGTBI dans son analyse des crimes commis dans le cadre du conflit dans la région d'Antioquia.

Les groupes de femmes qui participent depuis 2017 au processus de sensibilisation et de formation Re-Tejiendo Saberes (Retisser les savoirs), développé avec ASFC, contribuent au processus de paix et multiplient les effets de sensibilisation et de renforcement des ateliers en les reproduisant pour d'autres femmes. Un atelier est également réalisé avec des femmes au Venezuela, une initiative en faveur de la mémoire et de la réconciliation.

Vingt femmes démobilisées conçoivent et déploient deux campagnes de sensibilisation portant sur les violences basées sur le genre et les besoins des femmes dans le contexte de la crise de la COVID-19, touchant 1699 personnes dont 663 femmes.

Les femmes victimes de violences bénéficient de services mieux coordonnés grâce à la mise en place à la suite des ateliers et formations offerts par ASFC de réseaux d'accompagnement psychosocial leur étant spécifiquement dédiés.

Partenaires

- Agencia para la Reincorporación y Normalización
- Caribe Afirmativo
- Colectiva Justicia y Mujer
- Corporación 8 de marzo
- Corporación Guasimí
- Corporación Humanas Colombia
- Corporación Justicia y Dignidad
- Corporación para la vida Mujeres que Crean
- Defensoría del Pueblo Regional Putumayo
- Equipo Jurídico Pueblos
- Fundación Lazos de Dignidad
- Fondo de Solidaridad con los Jueces colombianos
- Organización Indígena Nacional de Colombia
- Ruta Pacífica
- Unidad Indígena del Pueblo Awá
- Universidad Industrial de Santander
- Jurisdicción Especial para la Paz
- Comisión de la Verdad

Projet amorcé en 2021

- Renforcement des capacités institutionnelles pour la lutte à la traite des personnes en Colombie - No más trata

Ce projet vise à renforcer les capacités du Bureau du Protecteur du citoyen (Defensoría del Pueblo) et des acteur.trice.s de la justice impliqué.e.s dans la lutte contre la traite de personnes en Colombie.

GUATEMALA

Projets

- Droits et justice pour les femmes et les filles (DEMUJERES) - Affaires mondiales Canada, en consortium avec le Centre d'étude et de coopération internationale (CECI)
- Renforcement de la protection des droits des femmes autochtones au Guatemala (PROMUJERES) - Ministère des Relations internationales et de la Francophonie, Programme québécois de développement international

Lutte contre les violences basées sur le genre

Une importante forme de violence basée sur le genre est freinée par le litige stratégique. Vingt-deux filles autochtones du département d'Alta Verapaz victimes de violences sexuelles sont représentées par une avocate spécialisée lors des procès des enseignants et autres employés de l'établissement scolaire accusés d'avoir abusé d'elles.

Grâce à ce litige stratégique et au plaidoyer des partenaires d'ASFC, qui a généré une importante attention médiatique, la violence sexuelle dans le système scolaire et l'absence de mesures efficaces prises pour la prévenir ont été au cœur du débat public. Une directive du ministère de l'Éducation émise à la fin de 2020 fait désormais en sorte que les enseignant.e.s signalé.e.s ou sous enquête pour agression sexuelle seront suspendu.e.s de leurs fonctions, et que les enseignant.e.s ayant fait l'objet d'une condamnation seront licencié.e.s.

504 femmes et filles autochtones victimes de violence sexuelle ou de violences basées sur le genre ont bénéficié, grâce à l'appui technique et financier d'ASFC, de services d'aide juridique et d'assistance judiciaire.

92 femmes autochtones ont bénéficié d'un soutien juridique dans 19 cas de violations de leurs droits collectifs, comme les droits territoriaux, le droit à la consultation et le maintien de services destinés aux femmes autochtones.

Lutte contre l'impunité

132 défenseur.e.s des droits humains et 22 organisations de la société civile persécuté.e.s (y compris juges, magistrats, procureur.e.s, analystes et avocat.e.s) ont été en mesure de continuer leur travail contre la corruption et l'impunité grâce au programme de protection d'ASFC qui comprend notamment la défense juridique, le soutien psychosocial, la sécurité physique et numérique ainsi que le soutien à la communication stratégique. Grâce au soutien d'ASFC, les procédures judiciaires contre cinq de ces défenseur.e.s des droits humains victimes de criminalisation abusive en raison de leurs activités contre la corruption ont été abandonnées.

701 victimes soutenues, notamment grâce aux services d'aide juridique et d'assistance judiciaire directs offerts par nos partenaires.

Relève générationnelle autochtone

Neuf étudiantes en droit issues de communautés autochtones progressent vers l'obtention du titre d'avocate après avoir réalisé un stage pratique au sein de l'une des six organisations partenaires de défense des droits des femmes et des peuples autochtones. Une des stagiaires en est même à l'étape finale et a réussi ses examens professionnels.

35 étudiant.e.s en droit ont participé à un concours de rédaction juridique portant sur les problèmes et les défis rencontrés par les femmes autochtones dans l'exercice de leurs droits au Guatemala, ce qui a permis de mettre en avant ces enjeux au sein de la communauté juridique étudiante.

Publications

- Le magazine numérique « Droits des femmes autochtones au Guatemala » (ESP)

Vidéos

- Message en k'iche' - une langue maya parlée au Guatemala -, avec des informations pour dénoncer les violences faites aux femmes avec Me Teresa Macario, conseillère juridique d'ASFC https://www.youtube.com/watch?v=beM23K3dw8U
- Explication du processus de plainte dans les affaires de violences basées sur le genre, avec Me Ana Elisa Samayoa et Me Natalia Garavito, conseillères juridiques d'ASFC (ESP) https://twitter.com/i/status/1334995906517737472
- Campagne de prévention de la violence dans le département d'Alta Verapaz (ESP) https://www.facebook.com/ceciguatemala/posts/2818983041702687
- Campagne de prévention des VSBG (ESP) https://www.facebook.com/ceciguatemala/posts/2570427456558248

Médias sociaux

- Échange sur les normes internationales d'accès à la justice pour les femmes autochtones https://twitter.com/ASFC_CA/status/1369285486246825991

Partenaires

- Asociación Bufete Jurídico Popular de Rabinal
- Asociación de Abogadas Indígenas Chomija'
- Asociación de Justicia de Alta Verapaz
- Asociación Generando Equidad, Liderazgo y Oportunidades
- Bufete Jurídico de Derechos Humanos con Enfoque Feminista
- Consorcio de Asociaciones del Municipio de Santiago Atitlán
- Equipo de Estudios comunitarios y acción psicosocial
- La Asociación de Abogados y Notarios Mayas de Guatemala (Nim Ajpu)
- Unidad de Protección a defensoras y defensores de Derechos Humanos de Guatemala

Projet amorcé en 2021

- Fonds de protection des droits de la personne au Guatemala - FPDDH

Ce projet vise à améliorer la sécurité et le bien-être des défenseur.e.s des droits humains guatémaltèques en situation de vulnérabilité, en particulier les femmes et les membres des peuples autochtones.

TRIANGLE NORD DE L'AMÉRIQUE CENTRALE

Projet

- Renforcement des capacités de répression pénale des crimes transfrontaliers commis contre les femmes, les filles et les autres personnes en situation de vulnérabilité - Affaires mondiales Canada, Programme d'aide au renforcement des capacités de lutte contre la criminalité (PARCLC)

Renforcement de l'accès à la justice

Les activités judiciaires des tribunaux spécialisés en matière de traite de personnes ont pu reprendre malgré la pandémie, notamment grâce au soutien d'ASFC qui a permis la tenue d'audiences virtuelles.

L'adoption de nouvelles pratiques, dont la participation directe des victimes à l'exercice de leurs droits par le biais d'avocat.e.s partenaires d'ASFC qui se constituent partie civile, assure un meilleur accès à la justice pour les victimes de traite de personnes.

L'appareil judiciaire du Guatemala se dote d'une nouvelle Politique de réparation pour les victimes de traite de personnes conforme aux standards internationaux applicables en la matière. La politique intègre des recommandations d'ASFC sur la réparation intégrale et effective des victimes.

Coopération interinstitutionnelle

Le Réseau de procureur.e.s spécialisé.e.s contre la traite de personnes a mené à un premier dossier transnational. Conjuguant les efforts des procureur.e.s du Guatemala, du Mexique, de la République dominicaine et de la Colombie, la collaboration interinstitutionnelle soutenue par ASFC a permis d'enquêter sur un réseau de traite de personnes.

Plus de 1200 avocat.e.s, juges et autres acteur.trice.s de justice de la région renforcent leurs capacités d'enquête, de poursuite et de répression du crime de traite de personnes à travers les formations et séminaires offerts par ASFC. Ces activités donnent lieu à de nouvelles formes de collaboration entre des institutions.

Projet amorcé en 2021

- Meilleur accès à la justice pour les victimes de violences basées sur le genre au Salvador - UNID@S

Le projet UNID@S a l'ambition d'accroître l'accès à la justice pour les victimes de violences basées sur le genre au Salvador, particulièrement les femmes et les filles, en leur permettant de mettre en œuvre leurs droits de manière plus effective. L'initiative mise sur la mobilisation de la société civile, au premier chef des avocat.e.s défenseur.es des droits humains, comme actrice incontournable du renforcement de la justice jouant un rôle central dans la lutte contre les violences basées sur le genre.

Partenaires

Au Guatemala :

- Asociación La Alianza
- Corte Suprema de Justicia
- Fundación Sobrevivientes
- Ministerio Público
- Refugio de la Niñez
- Secretaría contra la violencia sexual, explotación y trata de personas

Au Honduras :

- Asociación Calidad de Vida
- Casa Alianza Honduras
- Comisión Interinstitucional contra la Explotación Sexual Comercial y Trata de Personas
- Comisión interinstitucional contra la Trata de Personas, Explotación Sexual Comercial y Tráfico Ilícito de Personas del Ministerio Público

Au Salvador :

- Consejo Nacional contra la trata de personas del Ministerio de Justicia y de Seguridad Pública
- Fiscalía General de la República
- Policía Nacional Civil de El Salvador

Régionaux :

- Coalición Regional Contra la Trata de Personas y Tráfico Ilícito de Migrantes
- Red Regional de Fiscales Especializados contra la Trata de Personas.

HAÏTI

Projet

- Accès à la justice et lutte contre l'impunité en Haïti - Affaires mondiales Canada, programme bilatéral
- Femmes et filles debout avec dignité pour nos droits sexuels et reproductifs (en consortium avec CARE Canada et le CCISD) - Affaires mondiales Canada

Litige stratégique de cas emblématiques

40 femmes et filles victimes de voie de fait, viol et abus de confiance ont été représentées par des avocat.e.s partenaires d'ASFC. Ces procédures judiciaires ont mené à l'arrestation de leur agresseur.

12 victoires judiciaires ont été obtenues devant les tribunaux par le Collectif d'avocat.e.s spécialisé.e.s en litige stratégique de droits humains (CALSDH): deux personnes mineures ont obtenu des pensions alimentaires, sept femmes victimes de viol en prison aux Gonaïves ont été libérées et un enfant a obtenu la reconnaissance de la paternité d'un ex-sénateur de la République. Parce que malheureusement rares jusqu'à maintenant, de telles décisions changent la jurisprudence en faveur des personnes en situation de vulnérabilité et constituent des avancées remarquables.

Relève générationnelle

Émergence d'une nouvelle génération d'avocat.e.s de droits humains provenant de différentes régions d'Haïti, grâce notamment à la participation de 15 jeunes avocat.e.s -7 femmes et 8 hommes-, aux formations d'ASFC en litige stratégique.

Renforcement de l'accès à la justice

417 personnes, dont 252 femmes et 130 mineur.e.s, ont pu bénéficier de services d'aide juridique de partenaires d'ASFC.

129 femmes et 45 jeunes libéré.e.s de prison ont accédé à l'autonomie financière grâce aux services de réinsertion sociale offerts par les organisations Kri Fanm Ayiti et Zanmi Timoun.

Accessibilité accrue de la population, incluant dans les régions, aux services de protection des droits des citoyen.ne.s grâce à l'appui d'ASFC à l'Office de la protection du citoyen et de la citoyenne (OPC). Cet appui a entre autres permis à l'OPC de mettre en place des services d'aide mobile en région et de prendre un virage technologique offrant aux citoyen.nes la possibilité de porter plainte à distance.

Protection des personnes en situation de vulnérabilité grâce à la sensibilisation de 13 communautés sur les gestes barrières à adopter en contexte de pandémie de COVID-19, et sur les moyens de lutter contre la stigmatisation des personnes soupçonnées d'être infectées par le virus.

Plaidoyer pour les droits humains

Des actions de plaidoyer ont pu être menées auprès de l'État haïtien, de l'ONU et de la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) grâce au renforcement des capacités des organisations de la société civile. Les principales actions ont porté sur les droits des personnes en situation de handicap, la protection des défenseurs des droits humains, le respect des droits des survivant.e.s du choléra et la lutte contre l'impunité.

Des demandes de mesures de protection ont été présentées à la CIDH à la suite de menaces visant des citoyen.ne.s et des défenseur.e.s de droits humains haïtien.ne.s. Un plaidoyer, mené pour prévenir une intervention abusive des forces de l'ordre dans le quartier dénommé Village de Dieu, a contribué à une révision d'une décision de l'État qui aurait pu mener à un affrontement entre les gangs lourdement armés et les forces de l'ordre.

À la suite de l'assassinat du Bâtonnier Monferrier Dorval le 28 août 2020, ASFC a mené des actions de plaidoyer, dont une pétition signée par près de 4000 personnes, pour demander la réalisation d'une enquête indépendante permettant de faire la lumière sur ce dossier.

Après plus de 10 ans d'attente, les représentant.e.s des victimes de l'épidémie de choléra causée par l'ONU peuvent s'adresser directement à cette dernière grâce aux bons offices d'ASFC. Au cours d'une commémoration organisée par ASFC pour le 10ième anniversaire de l'introduction du choléra en Haïti, un dialogue a été établi pour la première fois entre les victimes, les représentant.e.s de l'ONU et de la CIDH ainsi que des organisations de la société civile. Ce dialogue est une condition essentielle à la réparation des torts subis par les victimes. La représentante de l'État a exprimé l'engagement des autorités haïtiennes à accompagner les victimes. De plus, le Protecteur du Citoyen d'Haïti et la Rapporteure spéciale de la CIDH sur les droits économiques, sociaux et culturels se sont prononcés publiquement en faveur du respect des droits des victimes du choléra.

L'art au service de la lutte contre les violences basées sur le genre

La population haïtienne est davantage sensibilisée aux violences basées sur le genre grâce à la publication de huit affiches sur le consentement sexuel sur les réseaux sociaux qui ont été diffusées largement dans le cadre d'une campagne de sensibilisation sur les droits des femmes et des filles menée par la Fondasyon Konesans Ak Libète (FOKAL) et sept organisations de la société civile. Ces publications ont suscité de vives réactions et des discussions et totalisé plus de 478 000 vues sur Facebook.

Des graphistes et artistes visuels ont pu s'exprimer sur les enjeux de droits humains que génère la pandémie de COVID-19 à travers le concours « Nos droits en temps de crise » lancé par la FOKAL. Cinq d'entre eux ont été récompensés au terme d'une évaluation du public et d'un comité d'experts. Leurs affiches ont été largement diffusées en Haïti et ailleurs.

Des fresques murales sur les droits humains, accompagnées de performances artistiques, ont également été réalisées à Port-au-Prince afin de dénoncer la violence contre les femmes, l'assassinat de journalistes et l'injustice raciale.

Partenaires

Haïtiens :

- Cabinet d'avocat.e.s spécialisé.e.s en litige stratégique de droits humains
- Collectif Défenseurs Plus
- Combite pour la paix et le développement
- Ensemble contre la corruption
- Fanm Deside
- Fondasyon Konesans Ak Libète (FOKAL)
- Fondasyon Zanmi Timoun
- Groupe d'appui aux rapatriés et réfugiés (GARR)
- Héritage pour la protection des Droits Humains
- Kouraj Pou Pwoteje Dwa Moun
- Kri Fanm Ayiti (KRIFA)
- Mouvement des Femmes Haïtiennes pour l'Éducation et le Développement (MOUFHED)
- Office de la protection du citoyen et de la citoyenne (OPC)
- Réseau national de défense des droits humains (RNDDH)
- Solidarite Fanm Ayisyèn (SOFA)

Canadiens :

- Le Protecteur du citoyen du Québec
- Éducaloi
- École du Barreau du Québec

HONDURAS

Projet

- Justice, gouvernance et lutte contre l'impunité au Honduras - Affaires mondiales Canada, programme bilatéral

Renforcement de l'accès à la justice

5 872 victimes - dont 2 812 femmes et 12 membres de la communauté LGTBI - ont été représentées ou conseillées par les quatre cabinets soutenus par ASFC dans des dossiers collectifs et individuels, notamment en matière de lutte aux violences basées sur le genre, de lutte contre la discrimination et de protection des droits territoriaux des commaunautés autochtones.

Trois décisions garantissant et protégeant les droits humains de plus de 2 000 personnes dont 400 personnes autochtones, notamment le droit à la terre, ont été obtenues grâce aux services spécialisés de représentation juridique offerts par les partenaires d'ASFC.

Lutte contre les violences basées sur le genre

Le litige stratégique et le plaidoyer ont permis des avancées majeures dans la lutte contre les violences basées sur le genre et pour la protection des droits sexuels et reproductifs obtenues par des organisations de femmes et de personnes LGTBI, appuyées par ASFC au Honduras et au Salvador.

La Cour interaméricaine des droits de l'homme juge le Honduras responsable de la mort de Vicky Hernandez, une jeune hondurienne trans assassinée en 2009. Pour la première fois, un État membre de la Cour est mis en cause pour les violences perpétrées contre la communauté LGBTI - une réelle avancée pour les droits des personnes LGBTI. Pour CATTRACHAS, partenaire d'ASFC au Honduras et le pilier dans ce dossier, cette décision met un terme à près de douze ans de lutte pour qu'une enquête sur l'assassinat de Vicky Hernandez soit dûment menée, que justice soit faite et que sa famille obtienne réparation.

La Cour suprême du Honduras a accueilli un recours proposant une réforme de la Constitution qui entraverait la reconnaissance des droits sexuels et reproductifs ainsi que le mariage égalitaire présenté par l'organisation partenaire CATTRACHAS avec le soutien d'ASFC.

Litige stratégique de cas emblématiques

32 dossiers emblématiques de violations des droits humains ont été portés devant les juridictions compétentes.

Cinq recours ont été déposés par les cabinets partenaires d'ASFC afin de protéger les droits des travailleuses domestiques, des peuples autochtones et des enfants vivant dans la rue afin de mettre un terme aux conditions particulièrement précaires dans lesquelles ces groupes se trouvent en raison de la pandémie

3 600 personnes du peuple autochtone Tolupán voient leurs droits à l'alimentation et à la santé garantis grâce à une décision ordonnant aux autorités municipales de leur fournir des aliments et de leur octroyer de l'assistance médicale de manière immédiate, en plus de souligner la discrimination dont ce peuple a été victime. Ce jugement incarne une avancée significative pour la reconnaissance des autorités et des droits traditionnels des peuples autochtones.

Lutte contre la corruption

Les pratiques de corruption sont débusquées et dénoncées par des organisations soutenues par ASFC. Les documents et analyses de l'organisation CESPAD sur la corruption au sein du système électoral et d'institutions publiques ont été consultés près d'un demi-million de fois au cours de l'année. Une approche basée sur les droits humains dans la lutte contre la corruption, qui permet notamment aux victimes de corruption d'être entendues devant le système de justice, est également intégrée progressivement par les organisations locales.

Relève générationnelle

Changements dans l'exercice du droit à travers la formation d'une nouvelle génération de juristes engagés envers les droits humains grâce au programme de stage d'ASFC et des cabinets d'avocats partenaires.

Partenaires

- Agrupación Ciudadana de El Salvador
- Asociación Calidad de vida
- Bufete Estudios por la Dignidad
- Bufete Justicia para los Pueblos
- Centro de Derechos de Mujeres
- Centro de Estudios de la Mujer
- Centro de Estudios para la Democracia
- Centro de Promoción en Salud y Asistencia Familiar
- Centro para el Desarrollo y la Cooperación LGTBI - Somos CDC
- Colectiva Hondureña de Mujeres
- Comité de Familiares de Detenidos Desaparecidos en Honduras
- Comité por la Libre Expresión
- Equipo Jurídico de Derechos Humanos
- Red de Abogadas Defensoras de Derechos Humanos
- Red de Respuesta Lésbica Cattrachas
- Somos Muchas

Publications

- Le rôle d'une mission internationale dans la structuration et le fonctionnement du sous-système pénal anti-corruption : analyse et perspectives à partir de l'expérience du MACCIH (ESP) (https://asfcanada.ca/es/medias/el-rol-de-una-mision-interncional-en-la-estructuracion-y-funcionamiento-del-subsistema-penal-anticorrupcion-analisis-y-perspectivas-a-partir-de-la-experiencia-de-la-maccih/)

Vidéos

- Remise au conseil autochtone de Rio Blanco et aux membres de COPINH de l'amicus curiae préparé par la CIDDHU pour l'affaire Gualcarque. (https://twitter.com/ASFC_CA/status/1366484964838158337)
- Voix de la Justice, promotion et présentation des cabinets formés par ASFC (ESP) (https://www.youtube.com/watch?v=W144NasVZTo&t=9s)
- Première édition du programme de stage d'ASF Canada au Honduras (ESP) (https://www.youtube.com/watch?v=F-T5KrUtFNY)

Projet amorcé en 2021

- Société civile pour la consolidation des droits humains au Honduras – PRODERECHOS

Mis en œuvre en consortium avec Oxfam Intermón (Espagne), qui est le chef de file, le projet vise le renforcement des capacités de la société civile hondurienne à mener des actions de promotion, de plaidoyer et de surveillance des droits humains, particulièrement dans des dossiers de conflits territoriaux et de corruption.

MALI

Projet

- Stabilisation du Mali grâce à la Commission vérité, justice et réconciliation (SCVJR) – Affaires mondiales Canada - Programme pour la stabilisation et les opérations de paix (PSOPs)

Services juridiques et judiciaires

674 victimes ont été représentées ou conseillées dans des dossiers collectifs et individuels, notamment en matière de lutte aux violences basées sur le genre.

Litige stratégique de cas emblématiques

86 victimes ont été représentées devant les juridictions maliennes, la Cour de justice de la Communauté économiques des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples, dans quatre dossiers emblématiques de violations de droits humains, touchant notamment des cas de violences basées sur le genre commises dans le Nord contre des civils dans le cadre du conflit armé, ainsi que sur le phénomène de l'esclavage par ascendence à Kayes (où certaines personnes sont considérées esclave sous le prétexte que leurs ancêtres étaient esclaves). Dans ce dernier cas, les avancées judiciaires ont forcé l'État à agir notamment pour réformer le code pénal.

Paix et réconciliation

La Commission vérité, justice et réconciliation (CVJR) du Mali, soutenue principalement par ASFC, a activement contribué au dialogue national sur la paix et la réconciliation par l'établissement de la vérité sur les conflits et autres épisodes de violence armée au Mali.

La vérité est mise en lumière sur les causes et conséquences du conflit, condition essentielle à la réconciliation et à la paix, grâce entre autres à trois audiences publiques de la CVJR soutenues par ASFC qui ont permis à 39 victimes de livrer leur témoignage publiquement, devant l'État et le pays en entier, grâce à la diffusion à la radio et à la télévision nationale. Ces trois audiences portaient sur les privations de liberté, les atteintes au droit à la vie et les disparitions forcées. Plus de 7 000 dépositions et témoignages des victimes ont aussi été analysés et qualifiés juridiquement selon les standards du droit international.

Participation accrue des malien.ne.s au processus de paix et de réconciliation avec près de 5 000 personnes sensibilisées directement à la mission et aux travaux de la CVJR, et plus d'un million de personnes touchées à travers des campagnes de communication, notamment via les radios de proximité et les médias sociaux.

Un grand pas vers des réparations pour les victimes du conflit grâce à la politique de réparation pour les victimes de violations graves des droits humains préparée par la CVJR avec l'appui d'ASFC qui a été concrétisée en avant-projet de loi et de décret.

Prise en compte des traumatismes psychologiques des victimes à travers l'intégration du soutien psychologique dans la plupart des activités de la CVJR à Bamako et dans les régions les plus affectées par la crise.

Lutte contre l'impunité

Huit cas emblématiques de violations des droits humains commises depuis 1960 ont fait l'objet d'enquêtes en préparation du rapport final et des recommandations de la CVJR, incluant le cas du massacre d'Ogossagou survenu le 23 mars 2019 qui a causé plus de 150 morts dans le contexte des conflits intra et inter communautaires dans la région de Mopti.

Les impacts du conflit sur les femmes et les enfants sont mieux analysés et compris grâce à la cartographie des graves violations des droits humains au Mali qui a été mise à jour.

Partenaires :

- Association des juristes maliennes
- Association Temedt Mali
- Collectif Cri de Cœur
- Commission Nationale des Droits de l'Homme (CNDH)
- Commission vérité, justice et réconciliation
- Tribune des jeunes pour le droit au Mali
- Women in Law and Development in Africa

Publications

- « Le Mali à l'écoute des victimes : leçons apprises en matière d'organisation des audiences publiques » (FR) https://asfcanada.ca/medias/le-mali-a-lecoute-des-victimes-lecons-apprises-en-matiere-dorganisation-des-audiences-publiques/
- « Pour une paix durable : la formulation de recommandations pour la non-répétition des violations des droits humains » (FR) https://asfcanada.ca/medias/pour-une-paix-durable-formulation-de-recommandations-pour-la-non-repetition-des-violations-des-droits-humains-au-mali/

Projets amorcés en 2021

- Soutien à la lutte contre l'impunité - SLIM

Le projet SLIM est mené en consortium avec la Fédération internationale des droits humains - FIDH et Amnistie internationale. Il vise à soutenir la société civile dans la lutte contre l'impunité par la documentation des crimes internationaux, le litige stratégique et le plaidoyer afin d'améliorer le respect des droits humains et de l'État de droit par les acteur.trice.s étatiques au Mali.

- Promotion de la participation des jeunes pour la réconciliation - PROPAJER

Le projet PROPAJER est mené en consortium avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance – UNICEF et le Programme des Nations Unies pour le développement - PNUD. Il vise à appuyer la participation des jeunes femmes et hommes aux processus de justice transitionnelle en cours, à travers deux actions simultanées: renforcer les organisations de jeunes pour qu'elles soient mieux en mesure de porter leur voix, et renforcer en même temps les institutions chargées de les écouter.

- Appui à la justice et à la paix au Mali - JUPAX

Le projet « Appui à la justice et la paix au Mali » (JUPAX) a pour ambition de renforcer le pouvoir des femmes, des filles et des personnes en situation de vulnérabilité afin qu'elles transforment leurs droits humains en réalité dans une perspective d'égalité des genres, de transformation des relations de pouvoirs, de réconciliation et de paix au Mali. Ce projet vise à favoriser un dialogue constructif, participatif et inclusif entre les différent.e.s acteur.trice.s impliqué.e.s ou touché.e.s par le conflit de 2012, à propos des violences et violations des droits humains commises contre des civils. L'initiative mise sur les acteur.trice.s de la société civile, de la justice, ainsi que sur la Commission vérité, justice et réconciliation (CVJR) et les mécanismes de justice transitionnelle créés par l'État.

- Santé et droits des femmes, des adolescentes et des enfants - Plurielles

Le projet Plurielles a pour ambition d'accroître la jouissance des droits relatifs à la santé par l'amélioration de la qualité, l'accès et la demande de services adaptés en santé et droits sexuels et reproductifs (SDSR) pour les femmes et les adolescentes vulnérables et marginalisées du Bénin, Burkina Faso et du Mali. Plurielles est mis en œuvre par le consortium formé d'ASFC, du CCISD et de SOCODEVI et mise sur une approche multidisciplinaire qui conjugue le développement économique inclusif, la santé et les droits humains.

ASFC EN ACTION

Mali

La lutte aux violences sexuelles au Mali

Un passage obligé pour comprendre la réalité malienne et les défis actuels du processus de vérité, de justice et de réconciliation entamé après la crise de 2012.

Colombie

Le travail de défense des droits humains en Colombie

Une incursion dans le quotidien risqué des avocat.e.s qui œuvrent à mettre un frein à l'impunité des graves violations commises durant le conflit armé colombien.

Guatemala

L'impact de la coopération volontaire au Guatemala

Retour sur le mandat qui a contribué à obtenir justice pour 15 femmes tenues en esclavage sexuel durant le conflit armé guatémaltèque.

La lutte contre la traite de personne au Guatemala

Un détour au cœur d'organisations guatémaltèques de droits humains investies à transformer le futur de leur pays.

Haïti

L'autonomisation des femmes par le droit en Haïti

L'histoire encore à finir d'une organisation féministe haïtienne qui lutte pour changer la condition des femmes.

ASFC EN TEMPS DE PANDÉMIE

Lorsque la crise de la COVID-19 a ébranlé le monde que nous connaissions, nous avons développé, avec nos partenaires, des façons innovantes de poursuivre notre mission et avons immédiatement intensifié nos actions de plaidoyer et de communications en faveur des droits humains en temps de pandémie.

En ce sens, nous avons publié dès le 2 avril 2020 la déclaration L'État de droit et les droits humains toujours aussi importants en temps de crise. Nous y rappelons que s'il est légitime pour les États de prendre des mesures difficiles afin de contenir les impacts de la pandémie sur la santé publique, ceux-ci ne sont pas dispensés de leur obligation de respecter et de faire respecter les droits humains sur leur territoire.

Série « État d'alerte »

Nous restons toujours très actifs auprès de nos partenaires pour continuer à assurer l'accès à la justice et la protection des droits humains en temps de pandémie, dont le droit à la santé, l'égalité des genres et la lutte aux violences basées sur le genre, les droits des personnes LGBTI, le droit à la vie privée, les droits des personnes détenues, la liberté d'expression, la traite de personnes ou la protection des défenseur.e.s des droits humains. Les enjeux qui se posent et les principes juridiques qui sous-tendent nos actions sont présentés dans la série État d'alerte.

Dossier spécial « Accès à la justice en temps de pandémie »

Partout dans le monde, nos équipes et nos partenaires ont continué le combat pour la défense des droits humains et pour faire de l'accès à la justice une réalité. Plusieurs de nos initiatives sont mises en lumière dans un dossier spécial interactif sur l'accès à la justice en temps de pandémie.

Webinaires « Fière d'être engagée »

Ces initiatives incluent également un volet participatif à travers la série de webinaires trilingues (anglais, espagnol, français) Fière d'être engagée, qui met en lumière des portraits de défenseur.e.s des droits humains et des enjeux d'actualité, tels que les violences basées sur le genre, la place des femmes dans la réconciliation et le rétablissement de la paix, la traite de personnes ou encore la crise haïtienne.

ÉTATS FINANCIERS

EXTRAITS DES ÉTATS FINANCIERS AUDITÉS PAR MALETTE

États des résultats

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2021

	2021	2020
PRODUITS		
Contributions des bailleurs de fonds pour les programmes	**11 637 693 $**	14 065 201 $
Contributions sous forme de services rendus	**924 345**	1 978 683
Financement privé	**237 225**	165 434
Financement public	**1 172 776**	15 915
Autres	**14 236**	43 069
	13 986 275	**16 268 302**
CHARGES		
Programmes	**10 430 593**	12 622 905
Contributions sous forme de services rendus	**924 345**	1 978 683
Autres projets et activités de développement, sensibilisation et communications, administration	**2 363 951**	2 363 951
Activités de financements	**-**	23 165
Amortissement sur immobilisations corporelles	**14 444**	9 422
	13 733 333	15 852 451
EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES	**252 942 $**	

ÉTATS FINANCIERS

EXTRAITS DES ÉTATS FINANCIERS AUDITÉS PAR MALETTE

Bilan

Au 31 mars 2021

	2021	2020
ACTIF		
Actif à court terme	**6 894 963 $**	6 564 669 $
Trésorerie et équivalents de trésorerie	**134 702**	847 702
Créances	**473 752**	547 996
Avances aux partenaires - projets	**433 787**	26 435
		7 986 802
Immobilisations corporelles	**78 084**	50 730
	7 608 263 $	**8 037 532 $**
PASSIF		
Passif à court terme		
Dettes de fonctionnement		443 859
Produits reportés	**4 819 052**	5 491 191
	5 252 839	**5 935 050**
ACTIF NET	**2 355 424**	2 102 482
	7 608 263 $	**8 037 532 $**

Partenaires programmes

Affaires mondiales Canada / Global Affairs Canada

Canada

CRSH SSHRC

Relations internationales et Francophonie Québec

Partenaires sans frontières

Barreau du Québec

mccarthy tetrault

Partenaires majeurs

CAIJ

Corporation de services Barreau

EDC

Partenaires commanditaires

Bell

NORTON ROSE FULBRIGHT

Stikeman Elliott

Barreau de Montréal

Partenaires de services

Relations de travail

CAIN LAMARRE LAWYERS & NOTARIES

Propriété intellectuelle

NORTON ROSE FULBRIGHT

Information juridique

CAIJ

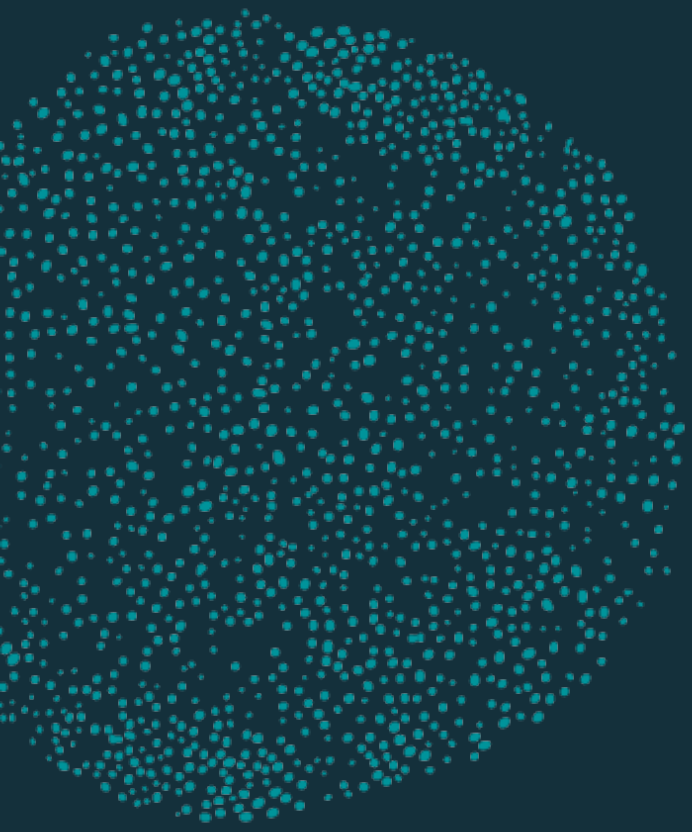
Planification stratégique

dancause CONSEIL EN STRATÉGIE D'AFFAIRES

Image de marque

KABANE

SPEKTRUM

Communications et relations publiques

TACT INTELLIGENCE · CONSEIL